

Thérèse Charmasson, *Formation au travail,
enseignement technique et apprentissage*

Evelyne Héry



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/967>

ISBN : 978-2-7535-1501-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2006

Pagination : 179-180

ISBN : 978-2-7535-0273-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Evelyne Héry, « Thérèse Charmasson, *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 113-1 | 2006, mis en ligne le 30 mars 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/967>

Finalement, le lecteur ne doit pas se faire abuser *a priori* par l'identité professionnelle et militante de l'auteur. Certes, Alain Prigent est un homme engagé, un passionné. Toutefois, son ouvrage brille par son exhaustivité et sa rigueur scientifique. Il semble évident que l'auteur aime à rappeler les faits de gloire du militantisme départemental (mobilisation exemplaire lors de la Première Guerre Mondiale, participation active à la Résistance, etc.) Toutefois, l'ouvrage ne sombre jamais dans une sorte d'hagiographie corporatiste. Dans sa première partie, Alain Prigent n'hésite pas à mettre en exergue les comportements extrêmes (extrémistes ?) du camp laïque (on peut citer le cas de Francis Mahéo, contraint de démissionner en 1921 de son poste de secrétaire du SMEL en raison de sa foi catholique). Si l'accent est résolument mis sur l'histoire syndicale départementale, le mouvement amicaliste permet en outre d'aborder les autres aspects de la vie quotidienne des instituteurs (formations, méthodes de travail, loisirs, etc.).

L'étude présentée ici met en évidence l'originalité du mouvement syndical enseignant. Elle montre que malgré les innombrables conflits et scissions, la profession a toujours su s'unir dans les moments de crise pour défendre les valeurs laïques et républicaines. Qui aurait pu croire au XIX^e siècle qu'un département si faiblement industrialisé, marqué par l'imprégnation de l'Église et l'encadrement des anciennes élites, verrait l'émergence d'un mouvement syndical aussi dynamique ?

Enfin, soulignons que les nombreux tableaux statistiques, les documents iconographiques, le dictionnaire biographique et la très riche bibliographie font de cet ouvrage un outil facilement réutilisable (notamment pour toutes les questions syndicales).

Christophe RAULT

CHARMASSON, Thérèse, *Formation au travail, enseignement technique et apprentissage*, Paris, CTHS, coll. « Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques », 2005, 300 p., 22 €.

L'ouvrage rassemble vingt contributions émanant du colloque « *Formation au travail et enseignement technique* » tenu à Nancy en 2002, organisées, pour la publication, en quatre grandes parties. Le classement peut sembler quelquefois aléatoire : par exemple on s'interroge sur la logique qui a fait placer les conceptions éducatives de Carrard et de Don Bosco dans la première partie ; mais les thèmes se chevauchant, on conçoit que la répartition n'ait pas toujours été facile. Par ailleurs, quelques articles, plus proches de la nomenclature que de l'analyse, correspondent assez mal aux titres des rubriques auxquelles ils sont assignés.

L'ouverture de l'ouvrage se fait sur un chapitre général, clair et synthétique, écrit par Gérard Bodé, qui, à partir d'exemples choisis sur l'ensemble du territoire national pour la période 1800-1940, pose pour le lecteur un cadre de références qui structure sa lecture et auquel il peut confronter les situations particulières traitées, dans la suite du volume, à différentes échelles. De fait, les études conduites sur les plans départemental et local, essentiellement pour la fin XIX^e-XX^e siècle, illustrent souvent les lignes de force dégagées par G. Bodé. Il en ressort en effet l'importance numérique des écoles à caractère professionnel mais aussi leur forte atomisation, due à la diversité de leur statut et des

contenus de formation qu'elles proposent. Certes, il faut tenir compte du fait que les régions industrielles représentent la majorité des échantillons que l'ouvrage présente, le Nord de la France, la Basse-Seine, l'Alsace, les ports de Toulon et Marseille, tous lieux où l'offre d'enseignement technique est directement liée à la fonction économique. C'est pourquoi aussi les travaux rassemblés ici montrent le rôle essentiel des chefs d'entreprise, isolés ou membres d'associations, tant dans l'implantation des écoles et leur ancrage que dans la politique pédagogique. On voit, à plusieurs reprises, par exemple dans le cas de *l'École spéciale des travaux publics*, combien la notoriété d'une école est liée à sa capacité d'assurer des débouchés pour les élèves. La création d'une école et/ou d'une filière professionnelles, leur maintien, leur extension, les publics visés par l'offre d'enseignement sont des enjeux entre ministères – ministère de l'Instruction publique et ministère du Commerce et de l'industrie –, municipalités – Nantes et Rennes –, écoles elles-mêmes – École spéciale des travaux publics et École des Beaux-Arts –, industriels et membres du conseil municipal. Et dans ces situations de concurrence pour des raisons qui ne sont pas toutes d'ordre économique, où chaque partie définit et défend son territoire, comme le montre le poids des représentations dans les débats sur la qualification « hybride » d'ingénieur-architecte, l'intervention de tels ou tels acteurs, individuels ou collectifs, peut s'avérer un élément décisif. On connaissait déjà l'influence des notables locaux élevés à des fonctions nationales, mais plusieurs communications se concentrent sur des personnalités qui, localement, se sont mobilisés pour développer la formation technique. L'implication des chefs d'établissement, évoquée plusieurs fois incidemment, est une piste qui reste à explorer.

On signalera la seule étude réservée à un département rural, la Corrèze. Dans ce département caractérisé par la forte présence d'une industrie contrôlée par l'État, celui-ci a impulsé après 1919 la création d'établissements d'enseignement technique, suppléant ainsi le rôle tenu ailleurs par les industriels. Reste donc à savoir, comme le suggère en conclusion l'auteur Hubert Vènes, dans quelle mesure ce schéma vaut pour d'autres départements ruraux. D'une façon plus large, quelles formes prend la formation au travail dans les départements où l'activité économique dominante est l'agriculture ? Les monographies d'école qui composent la quatrième partie du volume ne posent que quelques jalons.

Témoin des apports et des limites de l'histoire locale, l'ouvrage livre nombre d'informations intéressantes. Il ouvre manifestement des pistes aux recherches comparatives.

Évelyne HERY

BERGERE, Marc, *Une société en épuration. Épuration vécue et perçue en Maine-et-Loire. De la Libération au début des années 50*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2004, 432 p., 22 €.

La thèse de Marc Bergère consacrée à l'épuration dans le département du Maine-et-Loire vient compléter à l'échelle d'un département réputé « tranquille » les différents travaux entrepris sur cette question depuis une quinzaine d'années.

Inspiré par Alain Corbin et Arlette Farge et reprenant à son compte le projet de Jacques Revel de « comprendre comment des processus sociaux globaux [...] ont été portés par des trajectoires particulières », qu'il s'agisse d'individus